



Mutations économiques : favorables pour Strasbourg et Molsheim-Obernai, moins pour Mulhouse

Depuis 1982, les fonctions économiques assurées par les actifs alsaciens ont changé, en raison de la nouvelle répartition des tâches dans la division spatiale du travail. À l'ère industrielle fordienne des trente glorieuses succède l'économie de la connaissance et des services à la population. En Alsace, ces évolutions ont été défavorables à la zone d'emploi de Mulhouse, historiquement spécialisée dans des secteurs industriels en régression d'emplois, alors que Strasbourg bénéficie de la concentration des fonctions intellectuelles des villes métropolitaines. Molsheim-Obernai a conservé une évolution favorable grâce à la présence d'activités faisant appel aux technologies de pointe. Les services de proximité, la santé et l'action sociale se développent partout, mais surtout dans les zones riches, touristiques ou périphériques des grandes agglomérations, où affluent des navetteurs et des retraités. La crise récente a renforcé les difficultés des zones industrielles sous l'effet des restructurations, et les contraintes budgétaires ont affecté l'emploi de l'administration publique dans les zones de Colmar et Wissembourg.

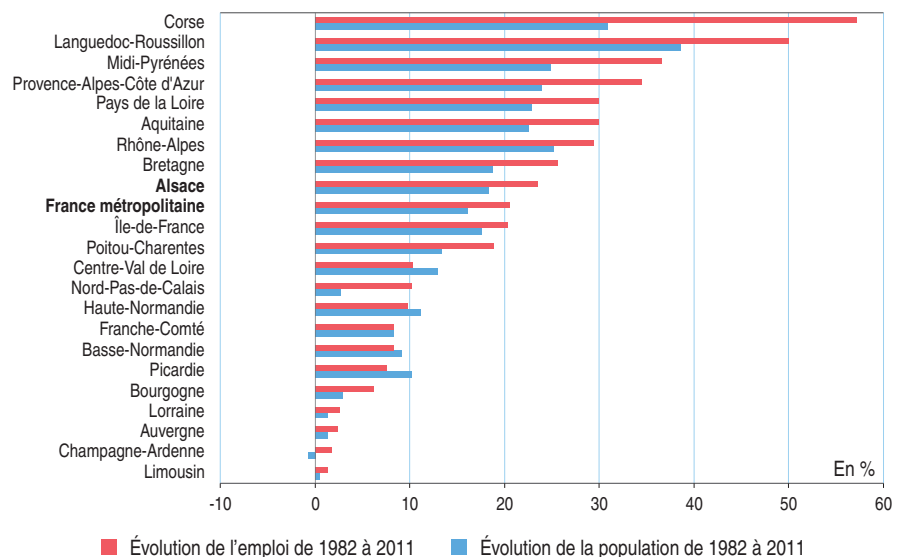
Clément Gass

De 1982 à 2011, malgré plusieurs périodes de ralentissement de l'activité, le nombre d'emplois a progressé plus rapidement que la population en Alsace (+ 24 % contre + 18 %). Les croissances de l'emploi et de la population ont été plus importantes qu'au niveau national (respectivement + 21 % et + 16 %), l'Alsace étant la 9^e région aux dynamiques les plus fortes, juste derrière la Bretagne et loin devant les autres régions du grand quart nord-est qui ont souffert du déclin des industries historiques (figure 1). Cette dynamique s'est accompagnée d'une recomposition de l'économie alsacienne, durablement remodelée par la tertiarisation et la métropolisation, aux effets contrastés selon les territoires. Pour appréhender la structure de l'économie et ses mécanismes d'implantation au sein des territoires, les activités des établissements sont divisées en deux ensembles dits « sphères ». La sphère « productive » regroupe les activités

majoritairement tournées vers les entreprises et potentiellement exportatrices de biens et services, dont l'agriculture,

l'industrie, l'énergie, le commerce de gros, les services aux entreprises et le transport de marchandises. La sphère « présenteielle »

1 Une dynamique des emplois plus forte dans le Sud et l'Ouest



regroupe les activités mises en œuvre localement pour la satisfaction des besoins des personnes présentes, qu'elles soient résidentes ou touristes : construction, commerce de détail, santé et action sociale, éducation, services aux particuliers (dont hôtellerie-restauration), administration, finance et assurance, transport de voyageurs. L'économie productive est très ouverte à la concurrence internationale et suit une logique d'offre compétitive, tandis que l'économie présentielle nécessite une proximité étroite avec la population.

L'économie alsacienne conserve son orientation productive

Entre 1982 et 2011, l'emploi présentiel a augmenté de 46 % en Alsace, au même rythme qu'en France de province. Toutes les zones d'emploi de la région bénéficient de cette hausse, cependant plus marquée dans les zones périurbaines, où elle avoisine 60 %. Ces dernières ont connu les croissances de population les plus fortes, mais aussi l'augmentation du nombre d'emplois présentiels par habitant la plus rapide en raison de l'élévation du niveau de vie. Des retraités et des actifs occupant des emplois qualifiés dans les zones urbaines sont venus s'installer et l'administration publique territoriale s'est développée, complétant des revenus qui dépendaient de l'agriculture et de l'industrie. Une progression de l'emploi présentiel plus forte malgré une dynamique démographique moindre a permis à la zone de Saverne de rattraper celles de Haguenau et Sélestat en densité d'emplois présentiels. Mulhouse a gagné relativement à sa population plus d'emplois présentiels que Strasbourg. Les zones des deux préfectures, Strasbourg et Colmar, restent cependant les mieux dotées en emplois de la sphère présentielle, qui inclut aussi les administrations publiques.

Dans le même temps, l'emploi productif est resté quasi stable en Alsace, alors qu'il s'érodait de 9,2 % en France de province. En la matière, l'Alsace se démarque très nettement des régions environnantes, qui ont perdu le quart de leurs emplois productifs. Cette dégradation de l'emploi affecte la zone de Mulhouse, dépendante de l'automobile et d'industries historiques, et dans une moindre mesure celles de Saverne et de Wissembourg. Le reste de l'Alsace est épargné. La bonne tenue de l'emploi productif dans cette région peu étendue s'explique notamment par le poids de la zone de Strasbourg, qui gagne des emplois productifs comme la plupart des grandes métropoles.

En conséquence du développement de l'économie présentielle, la sphère productive ne représente plus que 38 % des emplois alsaciens en 2011 contre 47 % en 1982. Son poids reste toutefois plus important qu'en France de province, l'écart entre l'Alsace et les autres

régions ayant même tendance à s'accroître. Seuls les Pays de la Loire ont une orientation productive plus marquée (39 % des emplois).

Une production de plus en plus intellectuelle

Si la sphère productive est restée stable en effectifs, sa structure fonctionnelle a radicalement changé en 30 ans. Avec l'automatisation, les gains de productivité et les délocalisations, moins d'actifs sont occupés à confectionner des produits. Ils sont davantage mobilisés par la conception, la gestion et la mise sur le marché de cette production. Pour quantifier ces mutations, les professions exercées sont regroupées en 15 fonctions, transversales aux secteurs d'activité et aux niveaux de qualification (*définitions*). Au sein de la sphère productive, les effectifs des métiers de la fabrication industrielle ont chuté de 41 % depuis 1982, et ceux de l'agriculture de 57 % (*figure 2*). Ces deux fonctions ne regroupent plus que 30 % des emplois productifs en Alsace, contre 53 % en 1982. Inversement, les effectifs ont progressé dans les professions de gestion (7 %), d'entretien et de réparation (19 %), des transports et de la logistique (34 %) et du commerce interentreprises (54 %). Ils ont doublé dans la conception et la recherche, triplé dans les prestations intellectuelles. Ces deux fonctions les plus intellectuelles regroupent désormais 12 % des emplois productifs.

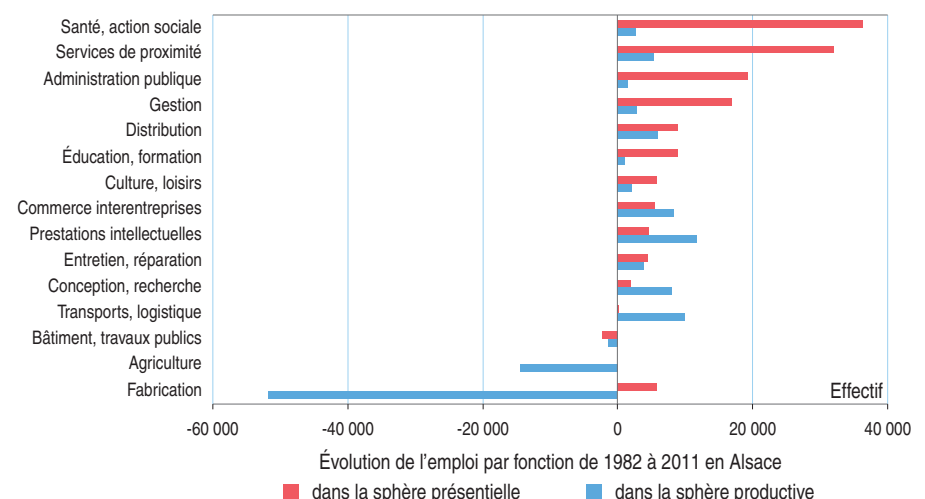
Dans la sphère présentielle, les effectifs consacrés à la santé, à l'action sociale et aux services de proximité ont été multipliés par deux entre 1982 et 2011. Ces fonctions expliquent la moitié de la hausse de l'emploi présentiel, alors qu'elles n'en concentrent que le quart des effectifs. Elles incluent les métiers de l'hôtellerie et de la restauration, de la garde d'enfants et de l'aide aux personnes âgées (aussi bien à domicile qu'en institution). Leur progression est étroitement liée au vieillissement de la population, au développement de

l'activité féminine et du tourisme. Celui-ci s'est accompagné d'un triplement du nombre de professionnels de la culture et des loisirs. Cette fonction n'a cependant pas encore un poids très important dans l'économie présentielle, contrairement à la distribution (métiers de la vente aux particuliers), dont la progression dépasse légèrement la dynamique démographique. L'administration publique, l'éducation et la formation se sont renforcées nettement plus que si elles avaient suivi l'évolution de la population, mais à un rythme un peu moins élevé qu'en France de province. Les fonctions en amont des services ont pris de l'importance, avec des accroissements d'effectifs de 44 % pour la gestion et 137 % pour la conception et la recherche. En revanche, l'emploi a stagné dans les métiers des transports de la sphère présentielle et a reculé de 6 % dans ceux du BTP, essentiellement sur la période 1982-1990.

La crise débutée en 2008 concerne essentiellement la fabrication industrielle

Entre 2006 et 2011, l'emploi a augmenté moins vite que la population (1 % contre 2 %). Pour cause, la sphère productive a perdu 11 000 emplois en Alsace, alors qu'elle progressait légèrement depuis 1982. Cette chute concerne quasi exclusivement les métiers de la fabrication industrielle, où 14 400 emplois ont été détruits. Parallèlement, 4 000 emplois étaient créés dans les prestations intellectuelles, la conception et la recherche, prolongeant la dynamique de l'économie de la connaissance déjà observée depuis 25 ans. Les fonctions support comme la gestion, les transports et la logistique, l'entretien et la réparation, ont fait l'objet de quelques ajustements à la baisse, dans une période où les entreprises cherchaient à diminuer leurs coûts. Les effectifs de ces fonctions support étaient déjà en voie de stabilisation depuis 1990, après une croissance spectaculaire de 1982 à 1990. Quant à l'emploi agricole, il a continué

2 Davantage d'actifs consacrés aux services à la population et aux fonctions intellectuelles



sa baisse tendancielle amorcée avec le développement de l'agriculture intensive et la concentration des exploitations agricoles, mais à un rythme moins rapide que dans les années 1982-1999.

Après 2006, la sphère présentielle a encore progressé deux fois plus vite que la population. Elle a créé moins d'emplois que durant les périodes précédentes, mais ceci tient davantage au ralentissement démographique qu'à la crise économique, les arrivées de nouveaux résidents dans la région ne compensant plus les départs. La crise industrielle, en rendant plus difficile l'obtention d'un emploi, a contribué à dégrader l'attractivité résidentielle sur les nouveaux arrivants. Seules les fonctions services de proximité, santé et action sociale ont poursuivi sur leur lancée, dépendant moins du nombre d'habitants que du vieillissement de la population. Ces fonctions ont contribué pour 75 % à la hausse de l'emploi présentiel entre 2006 et 2011. Leur dynamique devrait se renforcer d'ici 2030. D'après les projections démographiques, l'Alsace se classerait en effet au deuxième rang des régions françaises en matière de hausse du nombre de personnes âgées dépendantes. L'administration publique, l'éducation et la formation ont arrêté d'alimenter l'essor de la sphère présentielle. La distribution, la gestion et le BTP ont également marqué le pas, après une période particulièrement favorable entre 1999 et 2006.

Strasbourg : l'économie de la connaissance entraîne l'emploi productif

Avec 8 500 postes créés, la zone d'emploi de Strasbourg se distingue par une

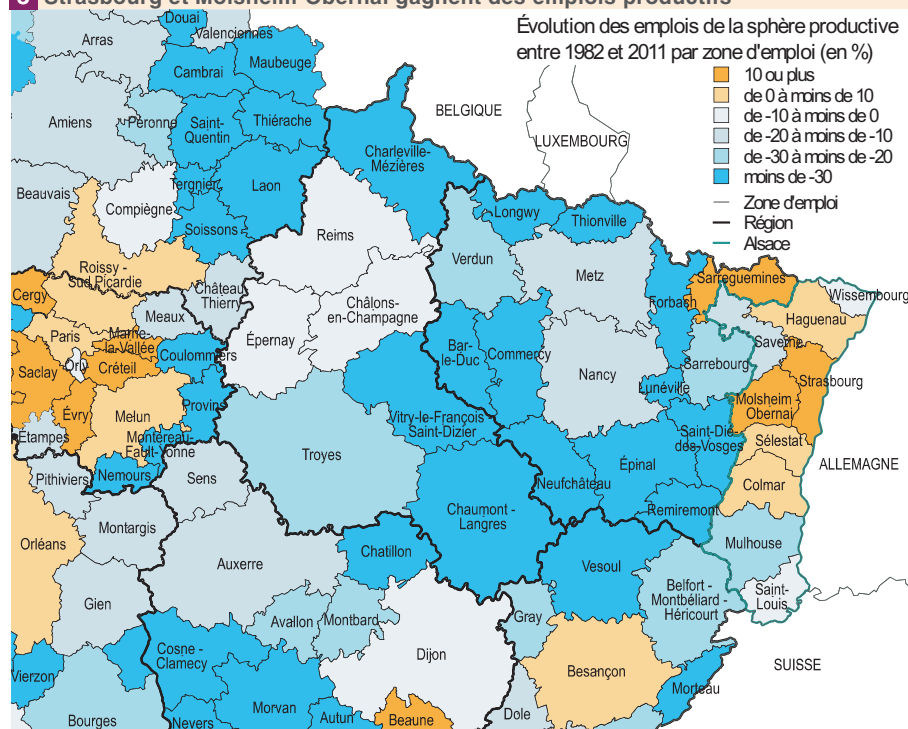
progression de 10 % de l'emploi productif entre 1982 et 2011. Dans un grand tiers nord-est des régions de province, incluant la Basse-Normandie, le Centre-Val de Loire, la Bourgogne et la Franche-Comté, seules trois zones présentent des évolutions plus favorables : Molsheim-Obernai, Beaune et Sarreguemines (figure 3). À Strasbourg, la sphère productive doit principalement sa dynamique aux fonctions dites « métropolitaines », à savoir les « prestations intellectuelles », la conception et la recherche, le commerce interentreprises, la gestion, la culture et les loisirs. Elles se sont renforcées de 16 100 actifs (+ 57 %), compensant le net recul de la fonction fabrication (- 13 200 emplois). À elle seule, la fonction prestations intellectuelles est à l'origine de 6 200 nouveaux emplois. Elle est très représentative de l'économie de l'information dans la mesure où elle regroupe les métiers exigeant un haut niveau d'expertise en informatique, droit, communication ou gestion.

Des emplois métropolitains de la sphère productive ont été créés dans toutes les zones alsaciennes, mais le bénéfice a été proportionnellement plus élevé pour l'économie de la zone de Strasbourg. Ici comme au niveau national, la dynamique générale des fonctions d'organisation et de conception de la production bénéficie davantage aux grandes villes car elles y étaient déjà plus représentées en début de période, mais surtout parce qu'elles continuent de s'y concentrer, justifiant plus que jamais de les qualifier de métropolitaines. Elles se sont moins développées à Strasbourg qu'à Toulouse, Rennes, Nantes, Lyon et Bordeaux, mais autant qu'à Grenoble et Lille et davantage qu'à Marseille et Nice

(dans ce dernier cas elles se localisent plutôt dans la zone d'emploi voisine : Cannes-Antibes). Entre 1982 et 1999, les fonctions métropolitaines progressaient aussi vite à Strasbourg que dans l'ensemble des dix zones d'emploi contenant les pôles urbains offrant le plus d'emplois hors Île-de-France. Mais un net décrochage s'est produit entre 1999 et 2006, en même temps que le passage du solde migratoire de la zone de Strasbourg dans le négatif, alors que l'attractivité résidentielle des autres métropoles se renforçait. Depuis 2006, malgré un solde migratoire qui se creuse, Strasbourg se rapproche à nouveau de la trajectoire des autres grands pôles en termes de créations d'emplois métropolitains productifs. Sur la période récente, l'attractivité résidentielle des zones métropolitaines s'effrite et passe pour la première fois sous la moyenne de province. Cela n'empêche pas la hausse de l'emploi de se poursuivre, signe d'une distance croissante entre lieux de résidence et lieux de travail.

En dehors des fonctions métropolitaines, celle des transports et de la logistique a gagné 1 600 emplois à Strasbourg, essentiellement entre 1990 et 1999. La levée des contrôles à la frontière allemande a fluidifié le trafic et peut avoir favorisé cette fonction dans une zone bien placée pour les échanges commerciaux transfrontaliers et internationaux. Le constat n'est cependant pas aussi net sur longue période, avec une tendance des métiers des transports et de la logistique à s'exercer plus loin des villes, et une croissance à peine plus forte en Alsace qu'ailleurs. La sphère présentielle, malgré une expansion moindre qu'au niveau régional, reste un important moteur d'emploi à Strasbourg (+ 51 800 emplois entre 1982 et 2011). La zone se démarque par un poids plus important des fonctions gestion et administration publique. L'arrêt des créations d'emplois dans cette dernière fonction provoque un ralentissement de la croissance de l'emploi présentiel depuis 2006, plus marqué à Strasbourg que dans le reste de la région.

3 Strasbourg et Molsheim-Obernai gagnent des emplois productifs



© IGN - Insee 2015

Source : Insee, RP1982 et RP2011, emploi au lieu de travail.

■ Insee Analyse Alsace n° 10 - Février 2015

Mulhouse peine à trouver une alternative au déclin de la fabrication industrielle

Avec Valenciennes, Dunkerque, Béthune-Bruay, Saint-Nazaire, Saint-Étienne, Le Havre et Troyes, Mulhouse fait partie des huit zones ayant encore plus d'un emploi sur neuf relevant de la fonction fabrication (14 % à Mulhouse) malgré la présence d'un pôle urbain de plus de 60 000 emplois. En général, la fabrication se localise plutôt dans des zones où la pression immobilière est moins forte. Dans ces huit zones urbaines, la fonction fabrication a pesé sur la sphère productive, qui a subi de plein fouet la déprise industrielle. À Mulhouse, la fonction

fabrication a perdu la moitié de ses effectifs (- 22 800) entre 1982 et 2011. Pendant ce temps, seulement 1 900 emplois étaient créés dans les fonctions métropolitaines, tous avant 1990. Tout comme à Dunkerque et Valenciennes, il s'agit là d'une des plus faibles croissances de l'emploi productif dans les zones urbaines industrielles, alors que Saint-Nazaire a pris le virage de l'économie de la connaissance. Les fonctions métropolitaines étaient pourtant bien représentées à Mulhouse en 1982, mais leur progression a été freinée par la prépondérance de secteurs industriels en proie aux réductions d'effectifs (automobile, textile, extraction minière) et par la relative absence des industries de haute technologie. Seule la fonction logistique a soutenu la sphère productive à Mulhouse avec 2 300 emplois créés, soit une progression conforme aux tendances régionales. L'emploi total a néanmoins progressé de 10 % en 30 ans à Mulhouse (figure 4). La croissance de l'emploi présentiel, plus forte que dans les zones comparables, a quelque peu amorti la crise industrielle. En effet, Mulhouse a conservé une démographie relativement dynamique (+ 13 % contre + 5 % dans les huit zones urbaines industrielles). Depuis 1999, le solde migratoire est même moins déficitaire à Mulhouse qu'à Strasbourg. Les fonctions santé, action sociale et services de proximité sont les principales contributrices du renforcement de la sphère présenteielle, surtout dans les cinq dernières années (2006-2011), où elles sont à l'origine de l'ensemble des 3 000 emplois créés. Durant cette période, l'accélération de la contraction de la sphère productive semble s'être propagée jusqu'aux fonctions distribution et gestion de la sphère présenteielle, désormais en baisse, alors que la santé, l'action sociale et les services de proximité conservent leur dynamique.

L'administration publique étant moins représentée, la sphère présenteielle parvient à augmenter au même rythme qu'à Strasbourg malgré une situation économique plus dégradée. Elle n'arrive cependant plus à compenser les destructions d'emplois de la sphère productive. L'amortissement du déclin industriel par le développement des services à la population montre ses limites dans la mesure où la baisse des revenus marchands et la hausse du chômage finissent par affecter la demande locale des ménages.

Colmar fragilisée par la crise de 2008 et le resserrement de l'emploi public

La sphère productive est restée stable en effectifs depuis 1982 à Colmar. Grâce à la viticulture, l'emploi agricole a chuté moins vite qu'ailleurs et garde un poids relativement important dans l'économie (3,4 %). La fonction fabrication, orientée notamment vers les machines et équipements, le bois et le papier, ne s'est réduite que d'un tiers, grâce à une structure sectorielle moins défavorable qu'à Mulhouse. Mais surtout, les fonctions métropolitaines se sont développées au même rythme à Colmar qu'à Strasbourg, la gestion et le commerce participant relativement plus à cette hausse et les prestations intellectuelles relativement moins. Depuis 2006, les fonctions métropolitaines ont le même poids dans l'économie de Colmar que dans celle de Mulhouse, alors qu'un important décalage existait en 1990 en faveur de cette dernière.

La sphère présenteielle, déjà bien représentée par rapport au nombre d'habitants en 1982, a moins progressé qu'au niveau régional. Colmar est désormais la zone la mieux dotée en services de proximité, alors qu'elle était devancée par Strasbourg en 1982. Ces emplois sont stimulés par une population relativement âgée et aisée ainsi

que par la présence de touristes, plus forte que partout ailleurs dans la région. La construction de résidences secondaires a contribué à soutenir le BTP, qui a progressé de 4,2 % entre 2006 et 2011.

La zone a cependant beaucoup souffert de la crise débutée en 2008. La sphère productive, plutôt épargnée auparavant, a décliné de 7,9 %, ce qui est un record dans la région. La fonction fabrication est la plus concernée, mais elle entraîne dans son sillage la gestion et la logistique, et met fin à l'essor des fonctions intellectuelles. L'augmentation de la sphère présenteielle est ralentie par la limitation des budgets publics, qui se matérialise par la destruction de 700 emplois de l'administration, de l'éducation et de la recherche. En tant que préfecture, Colmar est tributaire de l'emploi public, qui n'a plus servi d'amortisseur. La zone est ainsi la seule avec Mulhouse à perdre de l'emploi depuis 2006, et le taux de chômage y a rattrapé la moyenne régionale.

Molsheim-Obernai : en progression sur tous les plans

Dans la zone de Molsheim-Obernai, la progression de l'emploi depuis 1982 a atteint des records régionaux (et souvent même interrégionaux) dans toutes les sphères et toutes les fonctions. L'emploi productif a augmenté d'un tiers, sous l'impulsion d'un doublement des effectifs des fonctions métropolitaines, de la logistique et de l'entretien (figure 5). La zone se situe à présent juste derrière Strasbourg en termes de poids de l'emploi métropolitain productif, après avoir doublé Colmar dans les années 1990 et Mulhouse dans les années 2000. Même la fonction fabrication est parvenue à conserver ses effectifs. Elle doit cette performance à son orientation sectorielle vers les matériels électriques, les denrées alimentaires et

4 L'économie présenteielle gagne du terrain dans toutes les zones d'emploi

Emploi en 1982 et 2011 dans les deux sphères et les trois groupes de fonctions au cœur des mutations économiques (en %)

| | | Zone d'emploi | | | | | | | | | |
|-----------|---|---------------|----------|--------|------------------|----------|---------|----------|-------------|-------------|---------|
| | | Strasbourg | Mulhouse | Colmar | Molsheim-Obernai | Sélestat | Saverne | Haguenau | Wissembourg | Saint-Louis | Alsace |
| 1982 | Nombre d'emplois | 217 490 | 149 300 | 67 560 | 34 340 | 23 400 | 24 890 | 54 370 | 10 260 | 27 210 | 608 820 |
| | Part de la sphère productive | 38,8 | 53,2 | 44,0 | 53,8 | 51,8 | 60,4 | 52,9 | 54,6 | 50,3 | 47,2 |
| | dont fabrication et agriculture | 14,9 | 29,6 | 25,1 | 33,2 | 34,0 | 39,0 | 32,6 | 35,1 | 31,6 | 25,0 |
| | dont fonctions métropolitaines | 13,0 | 12,0 | 9,5 | 9,3 | 8,8 | 9,9 | 9,5 | 7,8 | 8,9 | 11,3 |
| | Part de la sphère présenteielle | 61,2 | 46,8 | 56,0 | 46,2 | 48,2 | 39,6 | 47,1 | 45,4 | 49,7 | 52,8 |
| 2011 | Nombre d'emplois | 277 790 | 163 730 | 83 810 | 51 310 | 29 820 | 28 960 | 69 470 | 12 270 | 35 040 | 752 190 |
| | Part de la sphère productive | 33,5 | 38,0 | 36,5 | 48,2 | 41,2 | 44,3 | 41,6 | 41,5 | 37,4 | 37,6 |
| | dont fabrication et agriculture | 5,9 | 12,7 | 12,7 | 19,3 | 16,1 | 18,1 | 17,0 | 16,3 | 12,8 | 11,5 |
| | dont fonctions métropolitaines | 16,0 | 12,1 | 11,8 | 13,6 | 11,4 | 13,0 | 12,0 | 9,3 | 11,5 | 13,5 |
| | Part de la sphère présenteielle | 66,5 | 62,0 | 63,5 | 51,8 | 58,8 | 55,7 | 58,4 | 58,5 | 62,6 | 62,4 |
| 1982-2011 | Évolution de l'emploi | 27,7 | 9,7 | 24,1 | 49,4 | 27,4 | 16,3 | 27,8 | 19,6 | 28,8 | 23,5 |
| | dont santé, action sociale et services de proximité | 12,1 | 9,2 | 12,2 | 9,1 | 8,9 | 7,9 | 9,1 | 7,2 | 8,4 | 10,4 |
| | dont santé, action sociale et services de proximité | 17,5 | 17,8 | 18,8 | 15,6 | 17,2 | 17,1 | 16,9 | 17,3 | 18,1 | 17,5 |

Champ : emplois au lieu de travail.
Source : Insee, RP1982 et RP2011.

l'aéronautique, secteurs en meilleure santé que d'autres, mais aussi à un positionnement haut de gamme, notamment dans l'automobile. Ces spécificités ont permis le développement des fonctions de conception, de gestion et de commercialisation de la production. Les fonctions métropolitaines restent ici davantage connectées à la production qu'à l'économie de l'information (plus de commerce interentreprises et moins de prestations intellectuelles).

De nombreux facteurs ont également favorisé l'émergence de la sphère présentielle. Alimentée par les migrations, la croissance démographique a été la plus forte de la région. En plus d'attirer des actifs venant occuper des emplois productifs bien rémunérés, la zone a bénéficié de l'installation de navetteurs travaillant dans la zone voisine de Strasbourg, ainsi que de l'arrivée de retraités quittant la ville pour venir profiter d'un cadre de vie qui a aussi favorisé le tourisme. Grâce aux salaires versés dans la zone et à Strasbourg, le niveau de vie des habitants est parmi les plus élevés de la région, juste derrière les zones frontalières (Saint-Louis et Wissembourg). En conséquence, les effectifs sanitaires et sociaux ont été multipliés par 3,4, ceux des services de proximité par 2,2. Avec la croissance démographique, l'installation d'entreprises et les retombées fiscales, les emplois de l'administration publique ont doublé.

Les effets d'entraînement entre les deux sphères ont fonctionné à plein régime. D'une part, la prospérité de l'économie productive permet le financement direct de l'économie présentielle via les impôts locaux, mais surtout son financement indirect par l'arrivée de travailleurs qualifiés qui sont autant de consommateurs de services. D'autre part, le développement de

l'économie présentielle reposant sur les revenus apportés par les retraités, navetteurs et touristes, constitue un facteur d'attractivité pour les entreprises et leurs salariés, qui apprécient la forte densité de services. En France, peu de zones comparables au regard du poids de la fabrication industrielle ont pu entamer ce cercle vertueux. Seules Sablé-sur-Sarthe et Vitry, également dotées d'une industrie spécialisée à proximité de grandes agglomérations, affichent des performances similaires.

Ces mécanismes d'entraînement se sont retournés avec la crise de 2008. Entre 2006 et 2011, il y a eu autant de destructions d'emplois de fabrication dans la zone de Molsheim-Obernai qu'il y avait eu de créations entre 1982 et 2006 (15 %). Les fonctions conception, gestion et logistique ont été précipitées dans cette chute, à un rythme toutefois moins rapide. La baisse des rentrées fiscales a provoqué une réduction de 14 % des effectifs de l'administration publique. Bien que restant parmi les plus favorables de la région, le taux de chômage a augmenté et l'attractivité résidentielle s'est érodée. Les créations d'emploi sont l'apanage de la santé, de l'action sociale et des services de proximité. La crise est cependant moins violente qu'à Mulhouse, Colmar ou Wissembourg, et il est possible que la reprise se soit amorcée en fin de période (les données utilisées ne permettant pas d'observation intermédiaire).

Zones périurbaines et frontalières : la démographie soutient l'emploi présentiel

Les cinq autres zones alsaciennes se caractérisaient toutes par une forte orientation productive en 1982, nettement réduite depuis. Le poids de la sphère productive est

ainsi passé de 60 % à 44 % dans la zone de Saverne. Comme à Colmar, le déclin de la fonction fabrication est limité à un tiers, presque entièrement compensé par le développement des autres fonctions dans la sphère productive. Pour cause, des secteurs historiques sujets aux délocalisations, telle la métallurgie, côtoient des secteurs qui résistent mieux, telle la fabrication de machines et d'équipements électriques.

Parallèlement, l'emploi présentiel a progressé de plus de moitié (figure 6), de sorte que l'emploi total a augmenté plus vite que la population à Haguenau, Saverne et Sélestat, et au même rythme à Saint-Louis et Wissembourg. Dans ces deux zones, la forte part de travailleurs passant une bonne partie de leur temps à l'étranger freine le développement de certains services. L'attractivité résidentielle, plus forte à Saint-Louis, Sélestat et Haguenau qu'à Wissembourg et Saverne, a été déterminante pour la croissance de l'emploi. Le desserrement urbain ne se limite cependant pas à l'arrivée de navetteurs et de retraités. La fonction logistique s'est montrée extrêmement dynamique à Sélestat, comme la distribution et le BTP à Haguenau, les prix du foncier incitant certaines entreprises à s'éloigner de Strasbourg.

Depuis 2006, les soldes migratoires des cinq zones diminuent, mais conservent leur avantage relativement aux zones urbaines, la baisse s'expliquant par des flux interrégionaux défavorables à l'Alsace. L'emploi a donc continué de se développer malgré la crise, sauf à Wissembourg, où l'industrie a été beaucoup plus touchée. Wissembourg est aussi la seule zone où l'administration publique représente plus de 10 % des emplois, ce qui s'annonce comme une fragilité dans le contexte actuel. ■

Définitions

Une **zone d'emploi** est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main-d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts. Le découpage en zones d'emploi constitue une partition du territoire adaptée aux études locales sur le marché du travail.

Sa version actuelle se fonde sur les flux de déplacement domicile-travail des actifs observés lors du recensement de 2006.

La **sphère présentielle** et la **sphère productive** (parfois appelée « non présentielle ») forment une partition en deux ensembles des secteurs d'activité principale des établissements, identifiés au niveau le plus fin de la nomenclature (NAF rév. 2). Les activités qui, dans l'ensemble, ont un ancrage local et sont destinées aux particuliers, sont classées dans la sphère présentielle. On y retrouve aussi bien les écoles élémentaires et les boulangeries que les services ministériels et les hypermarchés, la dimension locale pouvant être plus ou moins vaste.

La sphère productive contient les activités dont le marché est potentiellement mondial ou qui produisent des services aux entreprises. Toutes les exploitations agricoles en font alors partie, bien que certaines vendent leur production localement.

Cette répartition permet de mieux comprendre les logiques de localisation des activités et de mettre en évidence le degré d'ouverture des systèmes productifs locaux à la concurrence extérieure. Elle permet aussi de fournir une grille d'analyse des processus d'externalisation et autres mutations économiques à l'œuvre dans les territoires.

Cette approche sectorielle est complétée par une analyse fonctionnelle des emplois. Les professions exercées par les actifs, identifiées au niveau le plus fin de la nomenclature (PCS 2003), sont réparties en 15 fonctions suivant le rôle qu'elles remplissent dans l'économie. Les fonctions sont transversales par rapport aux secteurs d'activité, aux statuts (salarié ou indépendant, public ou privé) et aux niveaux de qualification. Certaines sont même transversales aux différentes phases du processus de production (transports et logistique, entretien et réparation), mais la plupart interviennent à un stade donné. Les fonctions de production physique (fabrication, bâtiment et travaux publics, agriculture) font largement appel aux ressources énergétiques et utilisent moins de main-d'œuvre que par le passé, mais constituent toujours le socle de la création de richesses, autour duquel gravitent les quatre fonctions d'organisation, plus intellectuelles (conception et recherche, prestations intellectuelles, gestion, commerce interentreprises). La cinquième fonction se développant avec l'économie de la connaissance regroupe les professionnels de la culture et des loisirs, depuis la production jusqu'à la restitution au public. Les autres fonctions, qui consistent à vendre des produits à la population ou à lui proposer des services (publics ou privés), sont majoritairement exercées dans la sphère présentielle (distribution, services de proximité, santé et action sociale, éducation et formation, administration publique).

5 Les fonctions intellectuelles progressent partout, la fabrication résiste seulement à Molsheim-Obernai

Évolution 1982-2011 de l'emploi dans la sphère productive pour ses sept principales fonctions

| En effectif En % | Zone d'emploi | | | | | | | | | |
|-----------------------------|-----------------------|----------------------------|--------------------|-----------------------|--------------------|---------------------------|--------------------|------------------------|------------------------|--------------------------|
| | Strasbourg | Mulhouse | Colmar | Molsheim-Obernai | Sélestat | Saverne | Haguenau | Wissembourg | Saint-Louis | Alsace |
| Agriculture | - 2 580 - 62,7 | - 1 120 - 40,1 | - 2 340 - 46,7 | - 1 260 - 46,8 | - 1 260 - 54,3 | - 1 800 - 71,3 | - 1 600 - 64,1 | - 830 - 75,1 | - 1 770 - 72,6 | - 14 570 - 57,1 |
| Fabrication | - 13 240 - 46,9 | - 22 260 - 53,8 | - 3 960 - 33,1 | - 260 - 3,0 | - 1 910 - 34,0 | - 2 660 - 37,1 | - 4 300 - 28,2 | - 780 - 31,1 | - 2 360 - 38,3 | - 51 720 - 40,7 |
| Transports, logistique | 1 570 13,9 | 2 270 35,1 | 1 150 40,1 | 1 630 86,7 | 1 020 116,8 | 470 36,3 | 1 020 40,2 | 470 89,2 | 400 30,8 | 9 990 34,4 |
| Gestion | 1 650 11,4 | - 1 460 - 14,5 | 760 21,6 | 850 43,9 | 320 25,0 | 10 0,7 | 420 13,8 | 20 3,4 | 200 13,8 | 2 760 7,3 |
| Commerce interentreprises | 2 870 43,1 | 1 150 32,7 | 910 55,8 | 1 160 143,7 | 400 84,5 | 420 86,4 | 1 010 89,8 | 100 65,4 | 300 56,4 | 8 320 54,1 |
| Conception, recherche | 4 030 111,6 | 150 6,2 | 740 145,4 | 810 357,2 | 270 219,5 | 370 165,9 | 840 122,3 | 130 139,5 | 700 317,4 | 8 050 98,5 |
| Prestations intellectuelles | 6 210 252,4 | 1 710 130,1 | 930 149,5 | 790 490,9 | 330 331,2 | 420 220,4 | 800 358,1 | 80 180,2 | 400 309,0 | 11 660 222,5 |
| Autres fonctions | 8 020 59,0 | 2 330 20,6 | 2 630 72,2 | 2 540 123,8 | 1 000 77,9 | 570 36,0 | 1 970 56,8 | 300 44,6 | 1 560 107,2 | 20 940 53,6 |
| Ensemble | 8 530 10,1 | - 17 230 - 21,7 | 820 2,8 | 6 260 33,9 | 170 1,4 | - 2 200 - 14,6 | 160 0,5 | - 510 - 9,1 | - 570 - 4,2 | - 4 570 - 1,6 |

Champ : emplois de la sphère productive au lieu de travail.

Source : Insee, RP1982 et RP2011.

6 Les services à la population en forte expansion dans les zones périurbaines

Évolution 1982-2011 de l'emploi dans la sphère présentielle, pour ses sept principales fonctions

| En effectif En % | Zone d'emploi | | | | | | | | | |
|---------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|-----------------------|-----------------------|------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------------|
| | Strasbourg | Mulhouse | Colmar | Molsheim-Obernai | Sélestat | Saverne | Haguenau | Wissembourg | Saint-Louis | Alsace |
| Bâtiment, travaux publics | - 1 380 - 10,0 | - 500 - 5,6 | - 240 - 4,6 | - 20 - 0,7 | - 160 - 7,9 | - 40 - 2,2 | 260 5,7 | - 50 - 7,1 | - 260 - 11,9 | - 2 400 - 5,7 |
| Culture, loisirs | 2 950 255,4 | 860 150,7 | 550 230,0 | 330 517,1 | 250 562,7 | 140 320,4 | 350 222,0 | 70 /// | 290 482,0 | 5 790 247,8 |
| Distribution | 2 100 14,2 | 1 640 16,7 | 1 450 31,6 | 720 31,5 | 410 22,1 | 420 28,4 | 1 370 37,3 | 130 22,9 | 620 29,8 | 8 860 21,6 |
| Administration publique | 8 100 48,0 | 3 280 45,4 | 2 130 43,7 | 1 280 94,7 | 630 67,6 | 760 93,1 | 2 200 94,8 | 310 31,1 | 580 37,5 | 19 280 52,2 |
| Éducation, formation | 4 340 44,4 | 1 900 30,0 | 970 37,8 | 570 36,9 | 30 2,1 | 270 28,0 | 80 3,2 | 70 14,8 | 610 49,4 | 8 830 33,2 |
| Santé, action sociale | 13 080 97,5 | 8 230 117,8 | 4 020 96,4 | 2 180 240,8 | 1 690 210,2 | 1 400 178,2 | 3 470 165,1 | 640 171,0 | 1 670 212,5 | 36 380 120,0 |
| Services de proximité | 9 080 70,2 | 7 240 107,5 | 3 520 87,0 | 2 720 122,0 | 1 370 107,0 | 1 590 135,7 | 3 340 117,0 | 730 201,6 | 2 380 158,9 | 31 980 96,6 |
| Autres fonctions | 13 500 26,8 | 9 010 38,6 | 3 030 25,2 | 2 930 65,5 | 2 030 64,0 | 1 730 63,9 | 3 870 52,3 | 620 51,7 | 2 510 60,5 | 39 230 36,0 |
| Ensemble | 51 770 38,9 | 31 660 45,3 | 15 430 40,8 | 10 710 67,5 | 6 250 55,3 | 6 270 63,5 | 14 940 58,4 | 2 520 54,2 | 8 400 62,0 | 147 950 46,0 |

/// : absence de résultat due à la nature des choses (aucun emploi en 1982).

Champ : emplois de la sphère présentielle au lieu de travail.

Source : Insee, RP1982 et RP2011.

Insee Alsace

Cité Administrative
14 rue du Maréchal Juin
CS 50016
67084 Strasbourg Cedex

Directeur de la publication :

Joël Creusat

Rédacteur en chef :

Jacques Marty

ISSN 2416-7924

© Insee 2015

Pour en savoir plus

- Reynard R., Vialette P. et Gass C., « Trente ans de mutations fonctionnelles de l'emploi dans les territoires », *Insee Première* n° 1538, février 2015.
- Hecquet V. et al., « Emploi et territoires de 1975 à 2009 : tertiarisation et rétrécissement de la sphère productive », *Économie et Statistique* n° 462-463, janvier 2014.
- Frydel Y., Kuhn C., Lèbre P.-S. (Insee), Koenig C. (Adeus) « Les zones d'emploi alsaciennes : érosion de l'attractivité productive et résidentielle », *Insee Analyses Alsace* n° 4, septembre 2014.



Insee
Mesurer pour comprendre